

# La crise de la zone euro ne pèse pas sur le cours de la monnaie unique

Tous les grands pays industrialisés mènent une politique de change visant à affaiblir leur devise

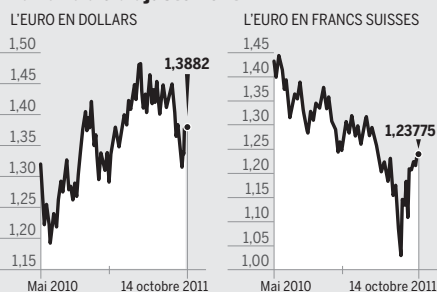
**T**rop fort, l'euro ! En tout cas, surevalué par rapport aux autres monnaies, à en croire les calculs théoriques des économistes. Pour certains d'entre eux, la devise européenne devrait valoir 30% à 40% de moins qu'actuellement. Et ils sont nombreux à considérer qu'elle devrait se situer au plus à 1,25 dollar, et non à 1,3882 dollar, son taux d'échange sur le marché vendredi 14 octobre.

Depuis le début de la crise de la dette souveraine, l'euro n'a quasiment pas chuté, sauf ponctuellement à des moments d'anxiété extrême des marchés. Il affiche même une hausse de 4,7% depuis que la Grèce s'est placée sous l'assistance financière de l'Europe. Et il s'est offert, ces derniers jours, un petit rallye face au dollar, fondé sur l'espoir d'une résolution prochaine de la crise européenne.

En théorie, la devise européenne aurait dû être fragilisée. Sauf que, dans le reste du monde, les forces en présence vont à l'encontre d'un euro plus faible : presque tous les grands pays industrialisés mènent une politique de change - assumée ou non - visant à affaiblir leur monnaie.

« Les Etats-Unis, en maintenant les taux très bas et en faisant de la création monétaire, ont tout fait pour que le dollar soit faible », souligne Jean-Paul Betbéze, économiste en chef au Crédit agricole. Les investisseurs empruntent des dollars à des taux ultra-compétitifs pour investir dans des pays émergents à forte rentabilité, comme le Brésil.

## La variable d'ajustement



Ce circuit financier maintient une pression baissière sur le billet vert, car les investisseurs vendent du dollar pour acquérir la monnaie dans laquelle ils investiront. « De plus, les investisseurs s'inquiètent des déséquilibres budgétaires des Etats-Unis, de son déficit extérieur et de la perspective de faible croissance », écrit Patrick Artus, directeur des études chez Natixis.

La livre sterling, elle, « s'est accrue au dollar, alors qu'elle a évolué pendant longtemps davantage comme l'euro », constate M. Betbéze. La Suisse exerce également une pression sur la monnaie européenne, en faussant les ajustements de marché avec l'euro : pour enrayer la hausse du franc, la Banque centrale a décidé, en septembre, d'arrimer théoriquement sa monnaie à

un taux de 1,20 franc pour un euro, et a défendu ce taux par des interventions, si nécessaire.

Au Japon aussi, les autorités tentent d'orienter les fluctuations. Elles laissent planer la menace d'une intervention sur le marché des changes, de manière à ralentir la hausse du yen afin et à éviter qu'elle n'entrave la croissance.

Enfin, la Chine, dont la monnaie est arriérée au dollar, bénéficie d'un taux de change artificiellement faible et sa bonne volonté à laisser sa monnaie s'apprécier pourrait s'effriter face à l'attitude du Congrès américain, qui veut voter des restrictions sur les produits chinois en représailles à la politique de Pékin sur les changes.

« Tous nos partenaires ont, à des degrés divers, des politiques de

change, ce que n'a pas la zone euro, et c'est un problème majeur », juge Eric Bourguignon, directeur général délégué de Swiss Life AM.

## Investissements réalloués

Autre constat : la crise de la zone euro n'a pas conduit les investisseurs à y solder leurs investissements. Ils les ont réalloués au sein de l'espace monétaire européen, au profit des actifs les plus sûrs, comme la dette allemande. « Les banques centrales achètent tout ce qui est triple A dans la zone euro », constate un opérateur de marché.

Vendredi, les taux à dix ans allemands étaient inférieurs de 92 points de base à ceux des obligations françaises. Un record depuis la création de l'euro qui confirme une fois de plus le statut de valeur refuge du Bund.

Faut-il se féliciter que l'euro ne se soit pas effondré ? Pas forcément, car la zone euro aurait bien besoin d'une monnaie plus faible pour relancer sa croissance et ses exportations. « Les efforts demandés à la zone euro sont énormes. On couple des politiques d'austérité dans les pays de la zone euro à un change fort », juge M. Bourguignon. « On est dans une phase de ralentissement mondial et l'idéal serait que, comme les monnaies d'Amérique latine, les monnaies asiatiques s'apprécient de manière que nos produits soient moins concurrents. Et que, de la même façon, la livre sterling se redresse », juge un haut dirigeant européen. ■

CÉCILE PRUDHOMME

## Le G20 des ministres des finances cherche des parades à un retour de la récession

« L'Europe avance clairement », juge Timothy Geithner, le secrétaire américain au Trésor

**S**il la France n'avait pas présidé le G20, la réunion des ministres des finances, vendredi 14 et samedi 15 octobre à Paris, se serait sans doute limitée à une mise en accusation de l'Europe, et de ses difficultés à maîtriser la crise grecque. Le dîner de travail des ministres s'est intéressé, vendredi, au « Plan d'action de Cannes », qui sera proposé aux chefs d'Etat et de gouvernement les 3 et 4 novembre à Cannes. Chaque pays a esquissé les deux ou trois mesures « significatives » pour contrer la récession.

Les plus en forme (Allemagne, Chine, Turquie) sont priés de préciser comment ils soutiennent la conjoncture via leur consommation domestique par exemple. Les plus démunis de marges de manœuvre (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Italie) devraient dire comment ils comptent réduire leurs déficits.

Mais le souci principal demeure la crise européenne, dont les membres du G20 redoutent qu'elle fasse rechuter l'économie mondiale. Rien ne sera réglé avant le sommet européen du 23 octobre, mais des tractations sous azimuts ont permis de préciser le dispositif, comme l'a souligné Timothy Geithner, le secrétaire américain au Trésor, qui a déclaré, vendredi : « L'Europe avance clairement ».

Pour la France, il faut « créer un choc de confiance » en faveur de la zone euro sur trois sujets : le Fonds européen de stabilité financière (FESF), la recapitalisation des banques et la Grèce.

En ce qui concerne le Fonds entré en fonctionnement vendredi après le vote du parlement slovaque en sa faveur, la « maximisation de sa puissance de feu » ne passe pas, selon Paris, par la mobilisation de 2 000 milliards d'euros supplémentaires, mais par l'institution d'un mécanisme de garan-



M<sup>me</sup> Lagarde, M. Baroin et le gouverneur de la Banque centrale M. Noyer, le 14 octobre à Paris. FRED DUFOUR/AF

tie partielle pour les détenteurs de dettes publiques.

## Guichet

Mais ni l'Allemagne, ni la Banque centrale européenne (BCE) ne partagent le désir de Paris de faire du FESF un établissement bancaire, ce qui lui donnerait accès aux financements de la BCE.

La recapitalisation des banques, elle, ne fait plus débat. On parle de porter le ratio de capitaux propres de 7% - prévus par les accords de Bâle 3 - à 9% dans un délai non précisé. Chaque Etat ouvrira un guichet pour les banques qui n'auront pas trouvé sur les marchés les capitaux nécessaires. Le FESF pourrait apporter sa contribution. Bercy estime que les banques françaises seront en mesure de se débrouiller seules.

Les Allemands et les Français, qui ne voulaient pas entendre parler de « Plan B » pour la Grèce, discutent désormais d'une décade de la dette publique de ce pays supérieure aux 21% que l'accord du 21 juillet avait prévu d'imposer aux créanciers privés détenteurs d'obligations grecques. La décade pourrait monter à 50%.

Parmi les autres sujets abordés, figure le renforcement des réserves du Fonds monétaire international (FMI) : aujourd'hui réduites à 400 milliards de dollars, elles sont insuffisantes pour affronter le défaut d'un pays comme l'Italie. Mais les Etats-Unis et l'Allemagne n'y sont pas favorables, et le Brésil réclame, au préalable, un pouvoir accru des émergents au sein de l'Institution de Washington.

Une nouvelle ligne de crédit

rapide du FMI en cas de catastrophe de type Lehman Brothers est à l'étude, tout comme la mise en place d'une taxe carbone sur les transports maritimes et aériens pour dégager chaque année les 100 milliards de dollars nécessaires aux pays en développement menacés par le réchauffement climatique.

Le projet d'une entrée du yuan dans le panier des monnaies sur lequel repose le calcul des droits de tirage spéciaux du FMI progresse. Enfin, les contrôles des flux excessifs de capitaux qui déséquilibrent certaines économies (Brésil, Mexique) feraient l'objet d'un code de conduite.

Une certitude : le G20 Finances de Paris sera un bouillon et les grandes annonces seront réservées au sommet de Cannes. ■

ALAIN FAUJAS

## Amro Al-Khatib, victime de la « préférence nationale »

**A**mro Al-Khatib devrait bientôt savoir s'il peut rester en France. D'une nouvelle décision de la préfecture de l'Isère dépendent en effet le maintien en France de ce Libanais de 25 ans et sa réintégration au poste qu'il occupait depuis cinq mois à Sassenage (Isère), chez Air liquide.

Vendredi 14 octobre, l'unité territoriale de la Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte), qui dépend de la préfecture de l'Isère, a affirmé qu'elle allait de nouveau statuer sur le sort du jeune homme d'ici au 19 octobre.

Jusqu'à son licenciement, le 4 octobre, c'est aux côtés des 450 autres salariés de la filiale du leader français du gaz industriel, basée près de Grenoble, que ce jeune diplômé avait jeté les bases d'une carrière d'ingénieur.

Le 29 septembre, la Direccte avait refusé de prolonger l'autorisation de travail de l'ingénieur au motif de la présence au sein du marché du travail du bassin grenoblois de « 58 autres ingénieurs français aux compétences similaires et en recherche d'emploi ». Contrainte de « se conformer à la loi », Air liquide avait donc remercié son employé, en dépit de ses compétences.

Les syndicats ont transmis à la préfecture de l'Isère une pétition signée de 183 salariés du site. Cécile Guillot, secrétaire CGT du comité d'entreprise, rappelle pour sa part qu'une « autorisation des autorités de l'Etat est préalable à l'embauche de travailleurs étrangers sur tous les sites classés défense comme celui-ci ». Pour elle, « la politique de recrutement de l'entreprise a été mise en cause. Air liquide ne l'a pas embauché parce qu'il est libanais ».

L'entreprise a déposé un recours gracieux le 10 octobre

auprès de la Direccte afin de réintégrer son employé.

L'histoire de cet imbroglia administratif débute en mars. Après cinq ans d'études, M. Al-Khatib est tout juste diplômé de l'université de technologie de Compiègne. Air liquide, qui recherche trois ingénieurs projet pour œuvrer au développement de stations hydrogène, le choisit parmi une soixantaine de candidats.

## « Confiants »

Et ce, en sachant que l'autorisation de travail de M. Al-Khatib expire le 4 octobre. « Nous étions confiants sur son renouvellement. Nous avions un très bon candidat qui a d'ailleurs été conservé à la fin de sa période d'essai », rappelle Marie-Pierre Merai, directrice des ressources humaines du site d'Air liquide Sassenage.

C'est donc confiant lui aussi que mi-mai, quelques jours avant de parapher son contrat, M. Al-Khatib joint sa promesse d'embauche à une demande de prolongement du document destiné à la préfecture de l'Isère.

« Le gouvernement s'est positionné sur la maîtrise de l'immigration professionnelle. Mais cette décision n'a rien à voir avec une circulaire récente ou avec quel que propos de ministre que ce soit, a expliqué Philippe Nicolas, directeur de l'unité territoriale iséroise de la Direccte, dans une allusion à la circulaire le 31 mai qui restreint la possibilité des étudiants étrangers de travailler en France au terme de leur formation. Son embauche est apparue contraire à l'intérêt même du fonctionnement normal du marché du travail. Nous avons simplement fait application des ordonnances de 1945 sur la situation de l'emploi. » ■

Benoit PAVAN  
(GRENOBLE, CORRESPONDANT)

## Pour la première fois depuis 1989, IG Metall regagne des adhérents

Le syndicat allemand de la métallurgie a su conquérir les jeunes et se montrer flexible

Berlin  
Correspondant

**R**ares sont les organisations capables de recevoir à l'ouverture de leur congrès le président de la République allemande Christian Wulff et en clôture, la chancelière Angela Merkel. S'il ne fallait qu'une preuve de l'influence d'IG Metall, la présence de ces deux personnalités au congrès que tient le syndicat de la métallurgie à Karlsruhe du 9 au 15 octobre l'apporte. S'il en fallait une deuxième, les critiques du président d'IG Metall, Berthold Huber, à l'égard du gouvernement, la fourniraient. Très favorable à la construction européenne, celui-ci a critiqué la gestion de la crise de la zone euro par l'équipe de M<sup>me</sup> Merkel, qui, elle, a salué, vendredi, le rôle des syndicats pendant la crise.

Si M. Huber, 62 ans, paraît serein, ce n'est pas seulement parce qu'il vient d'être réélu avec plus 96,2% des voix à un nouveau mandat. C'est surtout parce que, pour la première fois depuis 1989, son syndicat regagne des adhérents. Quelque 4 000 au premier semestre et, selon ses prévisions, 15 000 sur l'ensemble de l'année, car c'est à l'automne que nombre de jeunes entrent sur le marché du travail.

M. Huber récolte les fruits de sa stratégie. Plus présente sur le terrain, son organisation est aujourd'hui plus proche des travailleurs. Qui plus est, en mettant au cœur de ses revendications la formation et

la compatibilité entre la vie professionnelle et la vie familiale, IG Metall a su conquérir les jeunes. Sur ses 2,27 millions d'adhérents, la première organisation syndicale européenne compte désormais 400 000 hommes et femmes de moins de 35 ans.

Bien davantage que les partis politiques. « Les jeunes du SPD [Parti social-démocrate] et de la CDU [Union chrétienne-démocrate] n'ont enregistré plus de 195 000 adhérents », remarquait fin août Detlef Wetzel, un des vice-présidents d'IG Metall qui affirme que la moitié de ses nouveaux membres ont moins de 27 ans.

## Recul du chômage

Le syndicat profite de la situation de l'emploi et, sans conteste, de sa modération. Comme l'a rappelé la chancelière, IG Metall a accepté, en 2009, que nombre de salariés passent à temps partiel avec pertes de rémunération à la clé afin de limiter les suppressions d'emplois. Une flexibilité qui a été payante : dès l'automne 2010, le chômage a retrouvé un niveau inférieur à celui qui précèdeait la crise et l'industrie, le terreau d'IG Metall, s'est, depuis, remise à embaucher.

A priori dans un secteur encore plus porteur que l'industrie, le syndicat des services Verdi, plus revendicatif, a perdu 12 000 adhérents au premier semestre (sur 2,1 millions). ■

FREDERIC LEMAÎTRE